

Il y a 28 ans, dans le *Courrier des statistiques*

Pourquoi faire l'Histoire de la Statistique ?

*Article de Michel Volle paru dans le Courrier des statistiques
numéro 1 de janvier 1977*

On se représente bien souvent la statistique comme une technique sans histoire. Elle utilise des procédures mathématiques particulières, dont les « retombées » dans la pratique dépassent rarement l'usage de la règle de trois. Elle leur associe des formes d'organisation du travail que l'on retrouve dans d'autres domaines où le travail de bureau implique un traitement automatique de l'information (banques, assurances, etc.) Surtout, en définitive, elle met en œuvre une sorte de bon sens professionnel, un « flair » qui ne s'acquiert que par la pratique : c'est ce flair qui permet de dégager, face à une demande d'information, la méthode qui donnera le résultat au moindre coût.

Si c'est cela, la statistique, à quoi bon en faire l'histoire ? À quoi bon compiler de vieux modèles de questionnaires, des numéros « d'Études et Conjoncture », des interviews de vénérables « anciens », à quoi bon fouiller dans les archives de l'administration ?

Mais la statistique, c'est aussi plus et autre chose que la technique.

Le statisticien qui organise une enquête, le faiseur d'études qui analyse et publie des résultats, l'organisateur qui fonde et développe un service en font souvent l'expérience : la statistique est impliquée, très naturellement, dans des problèmes de pouvoir.

Prenons un exemple parmi d'autres. Les services d'une administration sont bien souvent des féodalités rivales : on peut le déplorer, car cela nuit à la qualité du service public ; mais c'est un fait. Les frontières de ces « domaines féodaux » font l'objet de négociations permanentes, de manœuvres, de coups de main, chacun cherchant à étendre son influence. Des compromis subtils s'établissent. Ils sont rarement explicites, plus rarement encore rationnels. Supposons maintenant que l'administration en question demande à un statisticien de monter un système d'informations pour alimenter ses différents services. Une des premières besognes de ce statisticien sera de s'informer des fonctions des services, de leurs domaines de compétence ; il lui faudra (pour coder ses fichiers, classer ses dossiers, etc.) des informations bien plus précises que celles qui se trouvent dans les organigrammes. Il touchera alors – en toute naïveté – des compromis délicatement élaborés, dont il mettra à jour les nuances implicites, et dont il fera cruellement ressortir le manque de rationalité. Il posera ainsi le doigt sur des plaies d'amour-propre anciennes, qu'il réveillera. Bien plus, les exigences de la production d'information le conduiront à réclamer que l'on mette un peu d'ordre dans tout cela ; il peut alors se produire des drames qui passent l'imagination.

On peut trouver d'autres exemples, au niveau de la société prise dans son ensemble. Celle-ci – ou du moins

ceux qui y détiennent le pouvoir – souhaite que certains de ses aspects soient connus, et d'autres non. Des obstacles budgétaires, techniques, psychologiques, politiques ou autres s'opposent à la réalisation de certaines opérations : c'est ainsi que le statisticien d'aujourd'hui est désarmé devant les revenus non salariaux, les patrimoines, les groupes d'entreprises, etc.

La société a donc ses « pudeurs ». Ce qui est préoccupant, c'est que les pudeurs portent justement sur des questions essentielles : on reconnaîtra sans peine que, dans la courte liste citée au paragraphe précédent, se trouvent condensées quelques-unes des difficultés principales que rencontre notre société, aujourd'hui, dans son évolution.

Mais ces pudeurs évoluent. Les mentalités changent, les blocages disparaissent sur un plan pour se reformer sur un autre. Il y a, parfois, des occasions à saisir. C'est ainsi, par exemple, qu'il était impossible d'obtenir des informations sur l'ensemble de la production industrielle entre 1860 et 1940 environ : les entreprises refusaient de répondre aux enquêtes et l'administration, pénétrée des dogmes du libéralisme, n'insistait guère. Mais, après la crise économique des années 30, on perçut la nécessité d'une intervention de l'État dans l'économie. Il devint admissible de s'informer, même s'il fallait surmonter quelques réticences. Les premières enquêtes industrielles purent être réalisées en 1938,

et le régime de Vichy monta dans le cadre du dirigisme économique un appareil statistique complet.

Par la suite, les statistiques industrielles furent réalisées pour la plupart par les organisations patronales. Celles-ci étaient jalouses de leurs prérogatives dans ce domaine. Mais, progressivement, les services d'étude économique dont sont dotées les grandes entreprises ont ressenti le besoin, pour leur propre planification, d'une information produite selon des procédures normalisées et correspondant aux exigences de la qualité statistique : seule l'administration était en mesure de faire ce travail. La résistance des milieux patronaux diminua donc quelque peu, et en même temps les instances politiques prirent parti nettement en faveur d'une réforme. Il fut possible de faire avancer une négociation qui était restée longtemps bloquée, puis d'engager la réforme des enquêtes de branches dans l'industrie.

Il est inutile d'accumuler davantage les exemples. Retenons seulement l'idée suivante : le statisticien, dans la pratique de son travail, se trouve confronté à des problèmes politi-

ques, à des rapports de force qu'il lui faut comprendre et dans lesquels il doit pouvoir se situer ; sinon, il risque de ne pas pouvoir exercer son métier. Or, l'étude des rapports de force, de leur origine, de leur évolution, c'est précisément l'*histoire* – entendue non pas comme le simple enregistrement des faits passés, mais comme l'étude des causes profondes de l'évolution. Cette étude a des implications actuelles, même si elle s'alimente par l'examen du passé.

Clarifier les relations entre la statistique et les pouvoirs, c'est donner au statisticien les moyens de dépasser une représentation étroitement technique de son travail – représentation dans laquelle une formation principalement mathématique nous enferme trop souvent. La naïveté des hommes de formation purement scientifique devant les problèmes de personnes et de pouvoir, leur conception étriquée de la « méritocratie », se retrouvent chez bien des statisticiens. Ils sont mal armés pour comprendre ce qui se passe en statistique lorsqu'on sort des équations, des modèles et de l'informatique : et pourtant, c'est l'essentiel.

Allons un peu plus loin. Les relations entre la statistique et la connaissance économique sont loin d'être claires. Le praticien est souvent stupéfait par l'écart qui existe entre le bricolage incertain auquel il est contraint de se livrer, et l'audace des modèles, l'harmonie des comptes nationaux, la complexité logique des textes d'économie mathématique. Cet écart, d'où vient-il, comment a-t-il évolué, pourquoi est-il toléré ? L'étude des relations historiques entre la statistique, la comptabilité nationale, les théories micro et macro-économiques, les politiques économiques, permet d'apporter à ces questions des éléments de réponse. Des constructions théoriques imposantes s'avèrent, lorsqu'on regarde les conditions historiques et sociales de leur naissance, datées et situées avec précision ; elles ne sauraient sans abus revendiquer de validité en dehors du domaine dans lequel elles ont été conçues. Cela aussi, le statisticien doit le savoir. Il pourra alors mieux défendre les droits de l'observation des faits, de la connaissance modeste et critique de ce qui est observable, devant des constructions intellectuelles dont l'orgueil est souvent excessif.